



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 Strasbourg

Strasbourg, le 28/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CAF (ex ALSTOM)

Etablissement de Reichshoffen
6 route de Strasbourg
67110 Reichshoffen

Références : 0006700456/DB/AG
Code AIOT : 0006700456

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement CAF (ex ALSTOM), implanté 6 ROUTE DE STRASBOURG 67110 Reichshoffen. L'inspection a été annoncée le 02/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAF (ex ALSTOM)
- 6 ROUTE DE STRASBOURG 67110 Reichshoffen
- Code AIOT : 0006700456
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Constructeur de locomotives et d'autres matériels ferroviaires roulants

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer, au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Air - Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 28/12/2011, articles 3.2.4 et 3.2.5	Sans objet
2	Déchets	Arrêté Préfectoral du 28/12/2011, article 5.1.7	Sans objet
3	Bruit	Arrêté Préfectoral du 28/12/2011, article 6.2.2	Sans objet
4	Autosurveillance des milieux, eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 28/12/2011, article 9.2.4.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	et sols		
5	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 28/12/2011, article 9.4.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Surveillance des eaux souterraines :

Les dernières observations restent cohérentes avec les résultats des campagnes précédentes, l'inspection demande à l'exploitant d'effectuer sa seconde campagne d'analyses, qui devrait être réalisée en novembre/décembre 2024.

Ensuite, l'exploitant devra transmettre en 2025 au préfet, un bilan de l'autosurveillance des eaux souterraines réalisée sur la période quadriennale écoulée, ainsi que ses propositions pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance. Ce bilan quadriennal comportera également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du Code de l'Environnement, soit reconstitué, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

Enfin, en fonction des résultats et après études, l'inspection pourra proposer de prescrire des mesures palliatives à la pollution de ses eaux souterraines.

Déchets dangereux :

L'inspection demande à l'exploitant de disposer ses déchets basiques à une extrémité du hall de stockage, et les déchets acides à l'autre extrémité, afin qu'ils ne se trouvent pas en contact par mégarde, pendant la période d'attente de leur enlèvement. De plus, l'inspection rappelle à l'exploitant que chaque type de déchet (acide ou basique) doit avoir sa propre rétention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Air - Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2011, articles 3.2.4 et 3.2.5		
Thèmes : Risques chroniques, Air		
Prescription contrôlée :		
Article 3.2.4. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques		
Concentrations instantanées (mg/Nm ³)	Conduits N°1 et 2	Conduits N°4 à 7
Poussières	100	-
COVNM	-	110
Article 3.2.5. Valeurs limites des flux de polluants rejetés		
	Conduit n°3	
Flux	kg/h	t/an
Poussières	4,6 * 10 ⁻³	4,4 * 10 ⁻³
SO ₂	4,6 * 10 ⁻³	4,4 * 10 ⁻³
NO _x	1,09	1,02
CO	13,8 * 10 ⁻³	13 * 10 ⁻³
COVNM	4 * 10 ⁻²	3,8 * 10 ⁻²
Constats :		
Le rapport daté du 05/08/24 des mesures de rejets atmosphériques, transmis par l'exploitant, montre que les valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques respectent les		

prescriptions.

Concernant les valeurs limites de flux de polluants rejetés, les résultats du rapport montrent un dépassement des VLE (13.8 g/h) pour les essais 1 (33g/h) et 2 (27 g/h), effectués sur le moteur POWERPACK avant de revenir en dessous des VLE lors de l'essai 3 (8.3 g/h).

L'exploitant n'explique pas ses 2 dépassements, il précise qu'ils restent exceptionnels avant de redevenir conformes lors de l'essai 3 et qu'il y restera attentif lors des prochains contrôles.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2011, article 5.1.7

Thèmes : Risques chroniques, Déchets dangereux

Prescription contrôlée :

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Type de déchets	Tonnage maximal annuel
Déchets dangereux	200 t
Déchets non dangereux	450 t

Constats :

L'exploitant déclare avoir produit, entre mars 2023 et mars 2024, 113 t de déchets dangereux.

Au vu de ses dernières déclarations, l'exploitant ne dépasse jamais son tonnage maximal annuel autorisé de 200 t.

Cependant, il prévoit de demander une augmentation de son tonnage maximal annuel, afin de le porter à 300 t suite à une augmentation de son carnet de commandes.

Concernant le stockage des déchets dangereux, l'inspection demande à l'exploitant de disposer ses déchets basiques à une extrémité du hall de stockage et les déchets acides à l'autre extrémité, afin qu'il ne se retrouve pas en contact par mégarde, pendant la période d'attente de leur enlèvement. De plus, l'inspection rappelle à l'exploitant que chaque type de déchet (acide ou basique) doit avoir sa propre rétention.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2011, article 6.2.2

Thèmes : Risques chroniques, Bruit /contrôles

Prescription contrôlée :

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Niveau sonore limite admissible	PÉRIODE DE JOUR allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point 1 : à l'entrée du site, face aux habitations situées de l'autre côté de la route	Leq : 70 dB(A)	Leq : 60 dB(A)
Point 2 : en limite nord de la propriété, face aux plus proches habitations dans	L ₅₀ : 60 dB(A)	L ₅₀ : 54 dB(A)

cette direction		
Point 3 : côté ouest de la propriété, face aux premières habitations dans cette direction	L ₅₀ : 60 dB(A)	L ₅₀ : 54 dB(A)
Point 4 : en limite sud-ouest de la propriété, près de la plateforme tournante	Leq : 70 dB(A)	Leq : 60 dB(A)
<p>Le niveau limite de bruit s'apprécie en « niveau équivalent » (L_{eq}), sauf si la différence entre le niveau équivalent et le « niveau fractile 50 » est supérieure à 5 dB(A). Le niveau limite s'apprécie alors en fractile 50 (L₅₀).</p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.</p>		
<p>Constats :</p> <p>Les conclusions du dernier rapport de mesure en date du 02/09/2020 attestent d'aucun dépassement des seuils réglementaires.</p>		
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>		

N° 4 : Autosurveillance des milieux, eaux souterraines et sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2011, article 9.2.4.1			
Thèmes : Risques chroniques, Protocole de surveillance de la nappe			
Prescription contrôlée :			
<i>Piézomètre</i>	<i>Paramètre</i>	<i>Code SANDRE</i>	<i>Fréquence</i>
P _z 8	Conductivité Hydrocarbures totaux AOX	1303 9969 1106	annuelle
P _z 7	Baryum Conductivité Hydrocarbures totaux AOX Indice Phénol	1396 1303 9969 1106 5515	annuelle
P _z 5	PCB Indice phénol arsenic, chrome, cuivre, plomb, zinc, nickel baryum hydrocarbures totaux benzo(a)pyrène HAP	1032 5515 1369, 1389, 1392, 1382, 1383, 1386 1396 9969 - -	annuelle
P _z 11	Conductivité Hydrocarbures totaux AOX	1303 9969 1106	annuelle

Piézomètre	Paramètre	Code SANDRE	Fréquence
P _z 10	PCB Indice phénol arsenic, chrome, cuivre, plomb, zinc, nickel, baryum hydrocarbures totaux, AOX HAP	1032 5515 1369, 1389, 1392, 1382, 1383, 1386 1396 9969 1106 -	2 fois par an
P _z 2	PCB Indice phénol arsenic, chrome, cuivre, plomb, zinc, nickel, baryum hydrocarbures totaux, AOX HAP	1032 5515 1369, 1389, 1392, 1382, 1383, 1386 1396 9969 1106 -	2 fois par an
P _z 1	Conductivité Hydrocarbures totaux AOX	1303 9969 1106	annuelle

Constats :

La fréquence des contrôles est respectée.

La dernière campagne en date du 30 mai 2024 a fait ressortir les observations suivantes :

- une odeur soufrée des eaux souterraines prélevées au droit des ouvrages pz5, pz7 et pz10 et une odeur de type « hydrocarbures » au droit du pz8 ;
- plusieurs détections de benzo(a)pyrènes supérieurs aux valeurs de référence, au droit des ouvrages pz10, pz5 et pz11 ;
- deux dépassements pour les sommes des 4 et des 6 HAP au droit de pz10, une somme des 16 HAP relativement élevée au droit de pz5
- une détection en hydrocarbures totaux au droit du pz10 dont la valeur reste toutefois inférieure mais proche de la valeur limite des eaux de consommation.

Bien que l'ensemble de ces observations reste cohérent avec les résultats des campagnes précédentes, l'inspection demande à l'exploitant d'effectuer sa seconde campagnes d'analyses, qui devrait être réalisée en novembre/décembre 2024.

Ensuite, l'exploitant devra transmettre en 2025 au préfet, un bilan de l'autosurveillance des eaux souterraines réalisée sur la période quadriennale écoulée, ainsi que ses propositions pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance. Ce bilan quadriennal comportera également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du Code de l'Environnement, soit reconstitué, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

Enfin, en fonctions des résultats et après études, l'inspection pourra lui prescrire des mesures palliatives à la pollution de ses eaux souterraines.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 5 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/12/2011, article 9.4.6
Thèmes : Risques accidentels, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : Le plan de gestion des solvants (PGS), prévu à l'article 9.2.1.1.2, est adressé au préfet, au mois de janvier de chaque année.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection son plan de gestion des solvants. Celui-ci n'appelle aucune remarque.
Type de suites proposées : Sans suites